

LE PARTI LIBERAL EN GRANDE-BRETAGNE, 1906-1924.

Agrégation externe et interne d'Anglais

Claire Charlot (Rennes 2) et Antoine Capet (Rouen)

clairecharlot@wanadoo.fr

antcapet@aol.com

Introduction

La question au programme est une question d'histoire politique. Il s'agira d'étudier l'évolution du Parti libéral, de son apogée en 1906 à son déclin en 1924. La question essentielle sera d'examiner comment un grand parti au sommet de sa gloire a pu connaître un déclin qui fera d'un parti majoritaire un tiers-parti.

Il conviendra de déterminer les faiblesses et les forces des gouvernements libéraux de 1906 à 1924, et d'évaluer la part des différents facteurs de déclin et de succès. Il ne sera pas question ici de donner aux étudiants un savoir encyclopédique sur la question du suffrage féminin, sur la question irlandaise ou sur les autres controverses mais d'étudier au contraire comment ces différents facteurs ont pu affaiblir le gouvernement ou le renforcer et ainsi amener une recomposition du paysage politique à l'aube du XXe siècle. L'analyse du Parti libéral sera à replacer dans le contexte d'un système politique en pleine mutation et celui d'un programme de réformes significatif dans certains domaines qui ont fait la gloire du Parti libéral.

Il faudra résister ici à la tentation de faire des parallèles avec la situation actuelle, si intéressante soit-elle (gouvernement de coalition Conservateur/Libéral-démocrate) car ce n'est ici pas la question. Cette problématique de l'apogée et du déclin a été envisagée par de nombreux historiens et a donné lieu à un débat historiographique dont il sera attendu que les étudiants en aient eu connaissance.

Argumentaire

Devenu une force politique incontournable dans la seconde moitié du XIXe siècle, le Parti libéral accède de nouveau au pouvoir en décembre 1905, suite à la démission d'Arthur Balfour, puis il remporte les élections législatives de 1906, porté par un raz-de-marée électoral. Pourtant, moins de vingt ans plus tard, en 1924, le Parti libéral a pratiquement cessé d'exister et n'a plus au Parlement qu'une représentation symbolique en comparaison de ce qu'il avait connu en 1906. Cette situation, inédite jusque là pour un parti politique, offre un contraste saisissant au regard des réformes entreprises durant la période 1906-1924 et de l'influence de l'idéologie libérale.

1906 s'annonce sous de bons auspices. Convaincus qu'un minimum d'intervention de l'État s'impose, les « Nouveaux Libéraux » (*New Liberals*), au niveau national, ou les « Forces de progrès » (*the Progressives*), au niveau local, deviennent les artisans de réformes sociales sur des enjeux qui fonderont plus tard l'État-Providence moderne (*Welfare State*), avec la réforme des retraites et la mise en place d'un système d'assurances en 1911 (naissance d'un *Social Security State*). Les réformes entreprises touchent également les secteurs économiques, financiers et politiques. Durant toute la période, le rôle des personnalités politiques (Campbell-Bannerman, Asquith, Lloyd George ou encore MacDonald, Balfour, Baldwin) s'avère capital dans l'évolution du Parti libéral et dans les liens qu'il entretient avec les autres partis qui, à divers moments, l'aident à gagner des sièges aux élections ou à rester au pouvoir grâce à leur soutien, moyennant des concessions politiques non négligeables, comme l'autonomie irlandaise.

Paradoxalement, d'un point de vue idéologique, la rapidité des réformes engagées par les Libéraux, de 1906 à 1924, les amène rapidement à se repositionner face aux autres formations

politiques. Les fers de lance libéraux comme la lutte contre l'alcoolisme, le désétablissement de l'Église galloise ou encore les réformes sociales n'ont plus lieu d'exister puisque les problèmes sont en passe d'être réglés après-guerre par la voie législative. De plus, les luttes fratricides au sein du Parti libéral l'affaiblissent et permettent à son concurrent travailliste de prendre peu à peu l'avantage pour finir par le supplanter. De façon ironique, c'est à Stanley Baldwin que l'on doit la réconciliation de façade des leaders libéraux, Henry Asquith et David Lloyd George en 1923, autour du symbole libéral du Libre échange, une politique économique mise à mal par les Conservateurs.

Par ailleurs, la Grande Guerre n'a fait qu'accentuer le malaise libéral qui s'était installé dès 1916. Pris au piège d'une guerre qu'il ne souhaite pas et qui va à l'encontre de nombre de ses principes (liberté d'expression, d'action), le Parti libéral se voit contraint de mettre en place la conscription, une surveillance des ennemis potentiels et de nombreuses mesures liées à l'effort de guerre (armement, munitions, force navale entre autres). Les opérations militaires seront exclues de la question, l'intérêt étant ici d'évaluer l'aptitude des Libéraux à gérer les affaires du pays. Contesté à gauche, dépassé par sa droite, divisé en son sein, le Parti libéral amorce alors un lent déclin qui le mènera vers la place peu enviable de tiers parti au sein du système politique britannique à partir des années 1930. C'est ce déclin, dans un contexte particulier de paix et de guerre, que l'on étudiera ici, en prêtant une attention toute particulière aux points suivants :

1) La recomposition du paysage politique

Le paysage politique fut transformé durablement pendant les années 1905-1924 et il conviendra d'étudier :

- l'ascension politique du Parti travailliste ;
- la montée des syndicats et leur affiliation au Parti travailliste (avec la fédération des mineurs dès 1909) ; le renversement de la décision de Taff Vale ;
- le réveil des forces conservatrices ;
- les alliances politiques (entre les Libéraux et les Travaillistes ou les Nationalistes) et les coalitions ;
- la personnalité des leaders et leur style de leadership ;
- les luttes intestines au sein des différents partis ;
- les enjeux électoraux de 1906 à 1924 ;
- l'émergence d'un nouveau paysage politique où la classe sociale détermine l'identification partisane.

2) Le « Nouveau Libéralisme »

L'idéologie libérale a bien évolué depuis W.E. Gladstone, avec l'affirmation d'un « Nouveau libéralisme », s'affichant résolument comme une force de progrès radical, prête à faire intervenir l'État, dans une certaine mesure, dans des domaines comme par exemple la sécurité sociale ou les réformes fiscales (nouvelle assiette de l'impôt, réforme des impôts indirects ; remboursement de la dette publique, budgets de 1909 et 1914 en particulier).

3) Les crises politiques

Le déclin du Parti libéral s'inscrit dans un contexte de crises qu'il réussit plus ou moins bien à gérer :

- la crise constitutionnelle de 1909-1911, provoquée par le refus de la Chambre des lords de voter le budget de 1909 ; mais aussi le refus répété des Lords de voter certaines lois adoptées par les Communes ; la réforme du Parlement de 1911 ;
- l'élargissement du suffrage : masculin (pour obtenir le suffrage universel) et féminin, les femmes militant pour obtenir le droit de vote qu'elles n'ont toujours pas obtenu pour les élections législatives (mouvements des suffragistes et suffragettes) ;
- la réforme du système politique : réforme électorale mais également restructuration de l'appareil étatique après la guerre ;

- la « question irlandaise » du *Home Rule* et le risque de guerre civile en Irlande. Seuls ces deux aspects seront envisagés ici, la question irlandaise étant beaucoup plus vaste et complexe ;

- le désétablissement de l'Église anglicane en Ecosse et au pays de Galles.

4) Politiques économiques et mouvements sociaux

Le Parti libéral qui a réussi jusque là à faire travailler ensemble les forces patronales et syndicales, se voit poussé par de nouvelles revendications vers des limites qu'il ne souhaite pas franchir : salaire minimum, droit au travail notamment. On assiste alors à un divorce des aspirations libérales et ouvrières, ces dernières s'avérant plus proches du Parti travailliste, et l'assise électorale du Parti libéral devient clairement celle des classes moyennes. La crise économique et la montée du chômage en 1908 entraînent le mécontentement et l'on assiste en 1912 à une vague de grèves, déclenchées par les mineurs. Ces derniers fédèrent finalement leurs intérêts avec ceux des cheminots et des dockers, au sein de la « triple alliance » en 1914. La reconstruction s'avère particulièrement difficile, notamment dans le domaine du logement et de la recherche d'emploi.

5) Réformes et enjeux

Les Libéraux engagent des réformes sur tous les fronts : des réformes sociales, politiques, économiques dont il conviendra d'identifier les dynamiques qui les ont initiées et développées. Cependant, le radicalisme de certaines mesures comme les campagnes foncières (*land campaigns*), menées par Lloyd George, aliène certains électeurs libéraux qui choisissent de rejoindre les rangs des Conservateurs ou lorsqu'ils sont encore plus radicaux, les Travaillistes. Le rôle moteur joué par Lloyd George dans la lutte contre les privilèges, d'où qu'ils viennent, est particulièrement intéressant : la « fin du féodalisme », comme il l'appelait lui-même, avait pour but de promouvoir l'égalité des chances et une société plus juste et plus ouverte où la mobilité sociale soit possible.

Incarnant un certain ordre moral, le Parti libéral s'attaque à diverses réformes : le travail dominical, les paris, la réglementation des relations sexuelles (inceste, prostitution).

6) Les courants historiographiques

La quasi-disparition d'un grand parti de gouvernement dès 1924 a offert de nombreuses pistes aux chercheurs. Il s'agit ici d'explorer le débat historiographique autour de cette question, en examinant les facteurs et la chronologie qui sont avancés pour l'expliquer, fondant ainsi les différentes écoles historiques sur le sujet. Quels sont les indicateurs retenus et pourquoi ? (résultats aux législatives partielles, mouvements sociaux, divisions internes, etc.).

Dans tous les cas, on s'attachera à interpréter les changements intervenus dans le premier quart du XXe siècle au Royaume-Uni : passage d'un système parlementaire dominé par l'aristocratie à un système plus démocratique où la Chambre des communes a la possibilité de passer outre au vote de la Chambre des lords ; mais aussi transition d'une société aristocratique vers une société plus représentative des intérêts généraux.

Finalement, à l'image de la balance commerciale de l'époque, le Parti libéral vit son dernier été indien comme parti de gouvernement... jusqu'en 2010.